

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION de l'ACTION LOCALE  
Bureau des procédures environnementales

N° 2012/303

## ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment son article L. 514-1,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux et les arrêtés ministériels du 31 décembre 2001 et du 3 avril 2002 le modifiant,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010/330 du 13 août 2010 actualisant les conditions de l'autorisation applicables aux installations de stockage de cendres exploitées par la société Électricité de France sur le territoire de la commune d'Atton,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine en date du 23 décembre 2011, faisant suite à la visite de contrôle des installations de stockage de cendres exploitées par la société Électricité de France sur le territoire de la commune d'Atton du 4 novembre 2011,

Considérant que l'article 3.3.2.1. de l'arrêté préfectoral n° 2010/330 du 13 août 2010 exigeait de la société Électricité de France, dénommé ci-après l'exploitant, qu'elle fournisse à l'inspection des installations classées avant fin novembre 2010 un plan détaillant la gestion des eaux de ruissellement et des lixiviats générés et rejetés par ses installations de stockage de cendres situées sur le territoire de la commune d'Atton,

Considérant que l'article 5.3.9.1. de l'arrêté préfectoral n° 2010/330 du 13 août 2010 prescrivait à la société Électricité de France de remettre à l'inspection des installations classées au plus tard le 13 février 2011, une étude permettant de vérifier que le ruisseau du Narbonne peut accepter les concentrations limites en polluants définies dans le tableau figurant à ce même article sans nuire aux objectifs de bon état fixé par le SDAGE Rhin-Meuse,

Considérant que l'article 9.2.2. de l'arrêté préfectoral n° 2010/330 du 13 août 2010 impose à la société Électricité de France d'exercer une autosurveillance des eaux de ruissellement et des lixiviats générés et rejetés par ses installations de stockage de cendres situées sur le territoire de la commune d'Atton,

Considérant que l'exploitant n'a pas fourni les éléments justifiant le respect des prescriptions fixées à l'article 3.3.2.1. de l'arrêté préfectoral n° 2010/330 du 13 août 2010,

Considérant que l'exploitant n'a remis aucune étude permettant de confirmer que le ruisseau du Narbonne accepte les concentrations limites en polluants imposées par l'article 5.3.9.1. de l'arrêté préfectoral n° 2010/330 du 13 août 2010 sans nuire aux objectifs de bon état fixé par le SDAGE Rhin-Meuse,

Considérant qu'aucun bassin de récupération des eaux de ruissellement ainsi que de confinement des lixiviats n'a été mis en place sur le site des installations de stockage de cendres exploitées par la société Électricité de France sur le territoire de la commune d'Atton, contrairement aux obligations faites par l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,

Considérant que la visite d'inspection de ces installations effectuée par la DREAL Lorraine le 4 novembre 2011 a montré qu'aucun travaux de collecte et de gestion des eaux de ruissellement et des lixiviats n'a démarré sur le site,

Considérant que de ce fait, l'exploitant n'est pas en mesure d'exercer l'autosurveillance des eaux de ruissellement et des lixiviats générés et rejetés par ses installations de stockage de cendres situées sur le territoire de la commune d'Atton,

Considérant que tous les manquements susvisés aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2010/330 du 13 août 2010 sont de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> - Portée de l'injonction préfectorale

La société Électricité de France (EDF) est mise en demeure de satisfaire aux dispositions fixées aux articles suivants de l'arrêté préfectoral n° 2010/330 du 13 août 2010:

- à l'article 3.3.2.1. en fournissant à l'inspection des installations classées, dans le délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, un plan détaillant la collecte et la gestion des eaux de ruissellement et des lixiviats générés et rejetés par le parc à cendres,
- à l'article 5.3.9.1. en remettant à l'inspection des installations classées, dans le délai maximal de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, une étude permettant de vérifier que le ruisseau du Narbonne peut accepter les concentrations limites en polluants fixées par ce même article sans nuire aux objectifs de bon état fixé par le SDAGE Rhin-Meuse,
- à l'article 9.2.2. en transmettant à l'inspection des installations classées, dès l'achèvement des travaux de collecte et de gestion des eaux de ruissellement et des

lixiviats générés et rejetés par le parc à cendres et en tout état de cause dans le délai maximal de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les premiers résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux engendrés par le parc à cendres telle qu'elle doit être exercée en application de ce même article.

Article 2:

Faute pour l'exploitant désigné à l'article 1 du présent arrêté de se conformer à la présente mise en demeure, il peut être fait application des sanctions prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'environnement.

Article 3:

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal administratif de Nancy. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4:

Le secrétaire général de la Préfecture, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

au directeur du Centre de production thermique de la centrale EDF de Blénod,

Et dont copie sera adressée:

- au maire d'Atton,
- à l'inspecteur des installations classées.

Nancy, le

12 JAN 2012

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général par intérim

Christine BOEHLER

